

tenue sous la présidence de Monsieur Descombes, assisté(e)
de Monsieur Le Bonniec et Monsieur Le Roux, Conseillers
En présence de Monsieur Moulinier, Rapporteur public
Monsieur Riaud, Greffier

09 heures 30

01)	DOSSIER N° 2201750	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté n° DP291652200011 du 7 mars 2022 de la commune de Plobannaec-Lesconil ne s'opposant pas à la déclaration préalable présentée pour la construction d'un pylône treillis de téléphonie mobile sur un terrain situé * Kerist	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP
Défendeur	COMMUNE DE PLOBANNALEC-LESCONIL SOCIETE TOTEM FRANCE	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR CABINET D'AVOCATS SYMCHOWICZ WEISSBERG ET ASSOCIES
02)	DOSSIER N° 2202130	RAPPORTEUR: Monsieur Gilbert Descombes
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté n° PC5606921L0043 du 30 novembre 2021 de la commune de Groix portant refus d'accorder un permis de construire pour une maison individuelle sur un terrain situé Port Tudy	
Nom des parties	Représentants des parties	
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	Maître HAMON Emeline
Défendeur	COMMUNE DE GROIX	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP

09 heures 30

03)	DOSSIER N° 2200966	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite de rejet de la commune de Saint-Pierre-Quiberon portant sur une demande du 27 octobre 2021 tendant à la modification du plan local d'urbanisme communal afin que la parcelle cadastrée section AP n° 751 soit classée en zone Ub2 et ne soit plus partiellement classée en zone humide	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	SCI LE MASCARET	SOCIETE D'AVOCATS PAUL-AVOCATS (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-PIERRE-QUIBERON	COLAS ADRIEN
04)	DOSSIER N° 2204361	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté n° PC0292572200013 du 27 juin 2022 de la commune de Saint-Pabu accordant un permis de construire pour la surélévation d'un hangar existant et l'aménagement de bureaux sur un terrain situé lieudit *	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur et/ou Madame	CABINET SAOUT (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE SAINT-PABU Madame	SOCIETE D'AVOCATS LE ROY GOURVENNEC PRIEUR
09)	DOSSIER N° 2301864	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 16 novembre 2022 du ministre de l'intérieur portant remboursement d'une somme forfaitaire relative aux frais de scolarité de gardien de la paix	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Madame	
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

09 heures 30

10)	DOSSIER N° 2301900	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 6 janvier 2023 du préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest portant refus du bénéfice de l'avantage spécifique d'ancienneté au titre d'une affectation à la circonscription de sécurité publique (CSP) de Rennes du 1er avril 2000 au 16 décembre 2015	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	
11)	DOSSIER N° 2301988	RAPPORTEUR: Monsieur Pierre Le Roux
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision implicite du SGAMI Ouest et de la direction régionale des finances publiques de Bretagne et d'Ille-et-Vilaine portant rejet d'une réclamation relative à un titre de perception émis le 25 août 2022 découlant d'un trop perçu correspondant à un bulletin de salaire émis en juin de la même année	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	PREFECTURE DE LA MAYENNE	
Observateur	DIRECTION REGIONALE DES FINANCES PUBLIQUES BRETAGNE ET ILLE-ET-VILAINE	
12)	DOSSIER N° 2201099	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Recours in demnitaire : Demande d'annulation de la décision implicite de rejet de la commune de Roz-Landrieux suite à la réclamation préalable adressée le 2 mars 2018 et réitérée le 8 novembre 2021 tendant à l'indemnisation des préjudices résultant d'un accident mortel survenu le 13 mai 2017 sur le territoire de cette commune	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	GAN ASSURANCES	Maître CAVELIER Clément (Cour)
Défendeur	COMMUNE DE ROZ LANDRIEUX CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE D'ILLE-ET-VILAINE DEPARTEMENT D'ILLE-ET-VILAINE	SOCIETE D'AVOCATS LEXCAP

09 heures 30

13)	DOSSIER N° 2204804	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation des saisies administratives à tiers détenteur (SATD) émises par la direction générale des finances publiques de Saint-Brieuc à la demande du préfet de police de Paris correspondant à des trop-perçus des traitements versés à tort pendant des congés maladie et à la suite de la rupture d'un contrat d'adjoint de sécurité	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DES COTES-D'ARMOR PREFET DE POLICE DE PARIS	
14)	DOSSIER N° 2206481	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de l'arrêté du 8 novembre 2022 du ministère des Armées portant fin d'attribution de la nouvelle bonification indiciaire (NBI) à compter du 1er juillet 2022	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	
15)	DOSSIER N° 2206517	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation d'un compte-rendu d'entretien professionnel (CREP) réalisé par le ministère des Armées le 7 février 2022 au titre de l'année 2021	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	
Défendeur	MINISTERE DES ARMEES	

09 heures 30

16)	DOSSIER N° 2301411	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 14 février 2023 du ministère de la Justice fixant le 1er juillet 2022 la date de guérison de l'accident de travail imputable au service lié à une agression survenu le 30 janvier 2020	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	HOWARD (Cour)
Défendeur	GARDE DES SCEAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE	
17)	DOSSIER N° 2200327	RAPPORTEUR: Monsieur Julien Le Bonniec
Titre de l'affaire	Demande d'annulation de la décision du 24 novembre 2021 du ministre de l'Intérieur agréant partiellement le recours administratif préalable obligatoire du requérant et portant régularisation d'un trop-perçu sur rémunération	
	Nom des parties	Représentants des parties
Demandeur	Monsieur	SOCIETE D'AVOCATS CADRAJURIS
Défendeur	MINISTERE DE L'INTERIEUR	

Arrêté le 25/10/2024

Le président du tribunal